R E G L E M E N T 408

RE: Amendement au règlement
de construction et de zonage.

A une séance générale du Conseil Municipal de la Cité de Charlesbourg, tenue le 12 avril 1965, conformément à la Loi des Cités et Villes, après l'accomplissement exact de toutes les formalités prescrites par la dite Loi, en tel cas fait et pourvu, à laquelle séance sont présents les membres du Conseil de la Cité de Charlesbourg, c'est-à-savoir:

SON HONNEUR LE MAIRE:
M. Hector Verret;

MESSIEURS LES ECHEVINS:
~~Lucien Paré,~~
Marius Fortier,
André Pesant,
Henri Casault,
Vilmont Verreault,
Maurice Charest.

1e- ATTENDU QU'avis de motion nos 402, 406, 408, 410 et 418 ont été dûment donnés aux fins du présent règlement;

Le Conseil Municipal de la Cité de Charlesbourg DECRETE et ORDONNE ce qui suit, savoir:

1e- Le règlement no 66 déjà amendé, est de nouveau amendé de la façon ci-après édictée;

2e- Ses articles 154, 160, 166 et 170 sont amendés pour ajouter, à la fin de chacun de ces articles, le paragraphe suivant:

" Nonobstant ce qui est édicté dans le présent article comme utilisation permise, aucun lot, aucune construction et aucun bâtiment ne peut être utilisé dans les zones commerciales, artisanales, industrielles, agricoles, dites réservées aux institutions et dites réservées aux Salles de Quilles, et dont l'appellation respective commence par les lettres "D", "E", "F", "G", "H" et "J", pour la vente de boissons alcooliques, même en vertu d'un permis émis par la Régie des Alcools. Cependant, dans les zones "D", "E" et "F", l'utilisation d'un lot et/ou d'un bâtiment comme épicerie où il peut être vendu de la bière en vertu d'un permis de la Régie des Alcools, est permise."

3e- Le règlement no 251, déjà amendé, est de nouveau amendé de la façon ci-après édictée;

4e- Son article 3 est abrogé pour se lire comme suit:

" Article 3- NATURE DES ZONES- DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES:

La Cité de Charlesbourg est divisée:

- 1- En zones d'habitation comportant trois catégories;
- 2- En zones commerciales;

- 3- En zones artisanales (ou d'artisanat);
- 4- En zones industrielles;
- 5- En zones agricoles;
- 6- En zones réservées aux institutions;
- 7- En zones réservées aux salles de quilles;
- 8- En zones réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements d'épiciers licenciés.

Les sept (7) premières catégories de zones sont identifiées par une composition de deux lettres sur le plan de zonage. Ces lettres sont également utilisées dans la description des zones dans le présent règlement.

La première lettre indique la nature du zonage, la seconde indique le quartier dans lequel la dite zone est inscrite.

Les zones d'habitation comportant trois catégories sont identifiées par leurs premières lettres "A", "B" et "C"; les zones commerciales par la première lettre "D"; les zones artisanales par sa première lettre "E"; les zones industrielles par la première lettre "F"; les zones agricoles par la première lettre "G"; la première lettre "H" représente les zones utilisées ou réservées pour les institutions religieuses, d'enseignement ou de culte; la première lettre "J" est réservée exclusivement pour les salles de quilles.

Nonobstant ce qui précède, les zones réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements d'épiciers licenciés, sont identifiées par une composition de trois lettres commençant par "K" pour désigner le zonage. La première lettre "D" pour les zones commerciales, devient la deuxième lettre et la lettre "K" est placée comme première lettre." Les zones réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements d'épiciers licenciés, commencent donc toujours par "KD".

5e- Son article 4 est amendé pour y ajouter ce qui suit:

"S'il y a une ou des zones "KD", la couleur orange sera employée".

6e- Son article 5 est amendé pour ajouter ce qui suit après le paragraphe intitulé "J- ZONES J":

" KD- ZONES KD: Ces zones doivent être délimitées de manière à ce qu'elles soient réservées uniquement pour fins d'établissements commerciaux d'utilité pour la vente des boissons alcooliques, autres que de la bière dans les épiceries, en vertu de permis émis à cette fin par la Régie des Alcools. Ces zones ont un caractère commercial particulier et sont soumises aux restrictions suivantes:

- a) Elles ne peuvent être délimitées ailleurs que sur le terrain du Centre d'Achats de Charlesbourg et sur les lots riverains de chaque côté de la 1ère Avenue sur toute sa longueur, du Boulevard Henri-Bourassa sur toute sa longueur, sauf entre la 60ème et la 70ème Rue-Est, et sur la 80ème Rue, entre le Boulevard Henri-Bourassa et la 1ère Avenue; le terrain utilisé comme terrain de stationnement pour chaque établissement précité doit représenter le double de la superficie du bâtiment contenant l'établissement commercial en question.

- b) Aucun établissement destiné à la vente des boissons alcooliques, autres que la bière dans les épiceries, en vertu d'un permis de la Régie des Alcools, ne peut être construit, maintenu et utilisé dans d'autres zones que les zones "KD".

7e- L'article 176 du règlement 66 est amendé pour ajouter le paragraphe suivant:

" Nonobstant les termes du présent article, toute salle à manger, restaurant, bar-comptoir, bar-salon, hôtel, auberge et hôtel destiné à la vente ou employé pour la vente de boissons alcooliques en vertu d'un permis de la Régie des Alcools, ne peut être construit, maintenu et utilisé sans que le lot sur lequel tel établissement est situé, n'ait une superficie représentant le double de la superficie du bâtiment où se trouve l'un ou plusieurs des établissements précités."

8e- Le chapitre 22 du règlement 66 est abrogé pour s'intituler dorénavant "Règlementation dans la zone KD (établissements commerciaux de vente de boissons alcooliques, sauf les établissements d'épiciers licenciés)" et pour contenir l'article 175 qui se lit comme suit:

" Article 175:

- a) UTILISATION: Les zones dont l'appellation commencent par "KD" peuvent être décrétées et utilisées uniquement pour l'établissement, la construction, le maintien et l'utilisation de bâtiments et terrains de stationnement destinés aux commerces de la vente de boissons alcooliques en vertu de permis de la Régie des Alcools. Ces zones ont un caractère commercial particulier et sont soumises aux restrictions suivantes:
- i) Elles ne peuvent être décrétées ailleurs que sur le terrain du Centre d'Achats de Charlesbourg et sur les lots riverains de chaque côté de la 1ère Avenue sur toute sa longueur, du Boulevard Henri-Bourassa sur toute sa longueur, sauf entre la 60ème et la 70ème Rue-Est, et sur la 80ème Rue, entre le Boul. Henri-Bourassa et la 1ère Avenue;
- ii) Le terrain utilisé comme terrain de stationnement pour chaque établissement précité devra représenter le double de la superficie du bâtiment contenant l'établissement commercial en question.
- b) DIMENSIONS MINIMUM, SUPERFICIE BATISSABLE, DIMENSIONS MINIMUM DU TERRAIN LIBRE DANS LE LOT ET GABARIT:

La réglementation édictée aux articles 155, 156, 157 et 158 du règlement no 66 concernant les zones commerciales "D" s'applique relativement à la dimension minimum du lot, la superficie bâtable du lot, la dimension minimum du terrain libre dans le lot et le gabarit, la construction, le maintien et l'utilisation des bâtiments dans les zones "KD".

9e- Les articles 129 et 138 du règlement 66 sont, par les présentes, abrogés et remplacés par les suivants:

"129:- DIMENSION MINIMUM DU TERRAIN LIBRE DANS LE LOT:

- Alignement: 20 pieds;
Cour arrière: 25 pieds;
Cour latérale: a) S'il y a deux cours latérales, 25 pieds au total et 10 pieds au minimum pour la plus petite des cours;

- b) S'il n'y a qu'une cour latérale, 20 pieds au minimum; mais il ne peut y avoir qu'une seule cour latérale que lorsque la maison est construite sur tel lot en même temps qu'une autre sur le lot contigu et que l'un de ses murs extérieurs soit élevé contiguëment ou en mitoyenneté avec l'autre maison sur le lot contigu (maison jumelée).

PORTIQUES, ETC.: Dans le calcul des distances séparant les murs extérieurs d'une construction, de la ligne avant ou de la ligne arrière du lot, tel qu'édicte au présent article (alignement, cour arrière et cour latérale), les portiques, perrons, tambours et galeries doivent être exclus, mais la profondeur de ces appendices ne doit jamais excéder 10 pieds depuis le mur extérieur du bâtiment principal.

"138: - DIMENSIONS MINIMUM DU TERRAIN LIBRE DANS LE LOT:

- Alignement: 20 pieds.
Cour arrière: 20 pieds.
Cour latérale: a) S'il y a deux cours latérales, 20 pieds en tout et 8 pieds au minimum, pour le plus petit côté, y compris les annexes.
b) S'il n'y a qu'une cour latérale, 20 pieds au minimum; mais il ne peut y avoir qu'une seule cour latérale que lorsque la maison est construite sur tel lot en même temps qu'une autre sur le lot contigu et que l'un de ses murs extérieurs soit élevé contiguëment ou en mitoyenneté avec l'autre maison sur le lot contigu (maison jumelée). Ce qui précède dans le paragraphe b) ne s'applique pas à la zone B.16.U. où la restriction qui suit est en vigueur: Dans le cas où l'une des deux maisons contiguës appartient à un propriétaire distinct de celui de l'autre maison constituant ou devant constituer la maison jumelée, cette dernière maison jumelée ne peut être construite, utilisée et/ou maintenue comme telle que si elle a ou est destinée à avoir un seul étage non compris le sous-sol ou la cave.

PORTIQUES, ETC.: Dans le calcul des distances séparant les murs extérieurs d'une construction, de la ligne avant ou de la ligne arrière du lot, tel qu'édicte précédemment au présent article (alignement et cour arrière), les portiques, perrons, tambours et galeries doivent être exclus, mais la profondeur de ces appendices ne doit jamais excéder 10 pieds depuis le mur extérieur du bâtiment principal."

10c- Ses articles 133, 142 et 152 sont, par les présentes, abrogés et remplacés par l'article 177f) inséré à la suite de l'article 177e):

"177f)- CLOTURES:

- a) Sauf s'il est employé et dissimulé dans une haie, l'emploi de fil de fer barbelé dans la construction des clôtures est interdit dans toutes les catégories de zones, sauf dans les zones agricoles où tel fil de fer barbelé est déjà employé ou, ne l'est pas, mais sert à contenir des animaux dans un clos.

- b) Dans toutes les catégories de zones, toute clôture et toute haie ayant plus de quatre (4) pieds de hauteur sont interdites sur les côtés d'un lot d'angle, contiguës à une rue, et cela sur une distance de 100 pieds du point de rencontre de ces deux lignes de lots formant son angle à l'intersection des rues contiguës.
- c) Dans les zones "A", "B" et "C", toute clôture en bois ayant plus de six (6) pieds de hauteur sur l'un ou l'autre des côtés de la cour-avant et toute clôture en bois sur le côté avant d'un lot sont prohibées.
- d) Nonobstant le paragraphe c) du présent article, une clôture en bois, exclusivement décorative, n'ayant pas plus de 4 pieds de hauteur, est permise sur le ou les côtés avant d'un lot.
- e) Dans toutes les catégories de zones, les clôtures de pierre, les clôtures de fer forgé, dites "en cornière", ou autrement, et les clôtures de fer forgé reposant sur une base de béton, de pierre ou de maçonnerie, sont permises; ces clôtures sont cependant prohibées sur le ou les côtés avant d'un lot lorsqu'elles sont faites en "mailles" ou autres broches métalliques entrelacées.
- f) Exceptionnellement, les haies et clôtures en bois sont permises sur les côtés avant d'un lot d'angle, dans les zones "A", "B" et "C", lorsque le lot est employé à des fins commerciales ou autres fins que celles permises par ces zones, en vertu de droits acquis au moment de l'adoption du règlement no 66 par la Ville de Charlesbourg. Cependant, dans ces cas, la haie ou la clôture doit être placée à une distance, sur les côtés et sur le lot d'angle, d'au moins vingt (20) pieds du point de rencontre des côtés du lot formant l'angle à l'intersection de deux rues."

11e- L'article 13A du règlement no 66 est abrogé et remplacé par le suivant:

"13A:- CERTIFICATS DE PIQUETAGE ET DE LOCALISATION:

Les prescriptions du règlement no 66 telles qu'amendées par le règlement no 354 et autres règlements subséquents, étant observées, le Directeur du Service de la Construction émettra un permis de construction, sur présentation par le propriétaire d'un certificat de piquetage d'un arpenteur-géomètre.

Dans les quinze jours de l'émission de ce permis de construction, le propriétaire devra fournir au Directeur du Service de la Construction un certificat de localisation, à défaut de quoi tous travaux devront être interrompus par ce dernier.

Après une période d'essai de trois mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent article 13A, le Conseil Municipal de la Cité de Charlesbourg pourra remettre en vigueur l'article 13A tel que décrété par le règlement 375, par simple résolution, s'il juge que le présent article 13A tel que précédemment rédigé ne lui semble pas approprié."

12e- Le présent règlement entrera en vigueur
selon la Loi.

SIGNE: _____
Hector Verret, Maire de la Cité.

CONTRESIGNE: _____
Adolphe Roy, Greffier de la Cité.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC
(No: 408-1-315)

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné:

1e- QUE le Conseil Municipal de la Cité de Charlesbourg, à sa séance du 12 avril 1965, a adopté le règlement no 408 et a fixé au 3 mai 1965, à 7.00 heures p.m., à l'école St-Charles de Charlesbourg, l'assemblée publique à laquelle les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables dans la Cité de Charlesbourg, sont convoqués pour approuver le dit règlement 408, ou pour demander qu'il leur soit soumis, par voie de scrutin, conformément à l'article 426 de la Loi des Cités et Villes;

2e- QUE l'objet du dit règlement est de modifier les règlements 66 et 251, les amender, pour décréter certaines dispositions relatives a) à la création d'une nouvelle catégorie de zones exclusivement réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements épiciers-licenciés, b) à la réglementation des zones "C" et "D", à la permission de bâtir des maisons jumelées dans les zones "A" et "E", sauf exception et moyennant ~~une~~ certaines conditions, d) à la permission de construire des clôtures en façade des rues, dans certains cas, et e) à l'émission de permis après production de certificats de picquetage et de localisation.

Charlesbourg, ce 14 avril 1965.

Le Greffier de la Cité,
ADOLPHE ROY, Avocat.

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CHARLESBOURG

PUBLIC NOTICE
(No:408-1-315)

PUBLIC NOTICE is hereby given:

1- THAT the Council of the City of Charlesbourg, at its meeting held on April 12th 1965, has adopted by-law 408 and has fixed on May 3rd 1965, at 7.00 o'clock p.m., at St-Charles School, the public meeting to which the electors who are proprietors of immoveables situated in the City territory, are convened to approve by-law 408, or to demand that the said by-law be submitted for their approval, by ballot, according to Section 426 of the Cities and Towns Act;

2- THAT the purpose of the said by-law is to amend by-laws 66 and 251, already amended, to enact provisions a) concerning "C" and "D" ^{regulation}, b) to establish ^a new class of zones for the construction and use of commercial buildings where the sale of alcoholic beverages may be permitted according to permits granted by the Quebec Liquor Board, c) to permit construction of twin houses in zones "A" and "E", object to somes conditions and restrictions, d) to permit fences ~~erection~~ erection along streets, in certain cases, e) and to deliver ~~of~~ construction permits after the deposit of stakes and location certificates.

Charlesbourg, April 14th 1965.

ADOLPHE ROY, Lawyer,
City Clerk.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC
(No:408-2-316)

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné:

1e- QUE le Conseil Municipal de la Cité de Charlesbourg, à sa séance du 12 avril 1965, a adopté le règlement no 408 et a fixé au 3 mai 1965, à 7.00 heures p.m., à l'école St-Charles de Charlesbourg, l'assemblée publique à laquelle les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables dans la Cité de Charlesbourg, sont convoqués pour approuver le dit règlement 408, ou pour demander qu'il leur soit soumis, par voie de scrutin, conformément à l'article 426 de la Loi des Cités et Villes;

2e- QUE l'objet du dit règlement est de modifier les règlements 66 et 251, les amender, pour décréter certaines dispositions relatives a) à la création d'une nouvelle catégorie de zones exclusivement réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements épiciers-licenciés, b) à la réglementation des zones "C" et "D", c) à la permission de bâtir des maisons jumelées dans les zones "A" et "B", sauf exception et moyennant certaines conditions, d) à la permission de construire des clôtures en façade des rues, dans certains cas, et e) à l'émission de permis après production de certificats de piquetage et de localisation.

Charlesbourg, ce 28 avril 1965.

Le Greffier de la Cité,
ADOLPHE ROY, Avocat.

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CHARLESBOURG

PUBLIC NOTICE
(No:408-2-316)

PUBLIC NOTICE is hereby given:

1- THAT the Council of the City of Charlesbourg, at its meeting held on April 12th 1965, has adopted by-law 408 and has fixed on May 3rd 1965, at 7.00 o'clock p.m., at St-Charles School, the public meeting to which the electors who are proprietors of immovables situated in the City territory, are convened to approve by-law 408, or to demand that the said by-law be submitted for their approval, by ballot, according to Section 426 of the Cities and Towns Act;

2- THAT the purpose of the said by-law is to amend by-laws 66 and 251, already amended, to enact provisions a) concerning "C" and "D" regulation, b) to establish a new class of zones for the construction and use of commercial buildings where the sale of alcoholic beverages may be permitted according to permits granted by the Quebec Liquor Board, c) to permit construction of twin houses in zones "A" and "B", subject to some conditions and restrictions, d) to permit fences erection along streets, in certain cases, e) and to deliver construction permits after the deposit of stakes and location certificates.

Charlesbourg, April 28th 1965.

ADOLPHE ROY, Lawyer,
City Clerk.

125

CITE DE CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC
(No:408-3-322)

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné:

1e- QUE, pour les raisons prévues à l'article 426, paragraphe 1er, de la Loi des Cités et Villes, le règlement 408 est réputé avoir été approuvé par les électeurs, à l'assemblée publique tenue le 3 mai 1965, à 7.25 heures de l'après-midi, à l'école St-Charles de Charlesbourg;

2e- QUE l'objet du dit règlement est de modifier les règlements 66 et 251, les amender, pour décréter certaines dispositions relatives a) à la création d'une nouvelle catégorie de zones exclusivement réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements épiciers-licenciés, b) à la réglementation des zones "C" et "D", c) à la permission de bâtir des maisons jumelées dans les zones "A" et "B", sauf exception et moyennant certaines conditions, d) à la permission de construire des clôtures en façade des rues, dans certains cas, et e) à l'émission de permis après production de certificats de piquetage et de localisation;

3e- QUE les intéressés pourront prendre plus amplement connaissance de ce règlement au bureau du soussigné;

4e- QUE le dit règlement entre en vigueur aujourd'hui, jour de sa publication.

Charlesbourg, ce 5 mai 1965.

Le Greffier de la Cité,
ADOLPHE ROY, Avocat.

CITY OF CHARLESBOURG

PUBLIC NOTICE
(No:408-3-322)

PUBLIC NOTICE is hereby given:

1- THAT, for the reasons mentioned in the article 426, paragraph 1, of the Cities and Towns Act, BY-LAW 408 is deemed to have been approved by the electors, at the public meeting held on May 3rd 1965, at 7.25 o'clock in the afternoon, at St-Charles School of Charlesbourg;

2- THAT the purpose of the said by-law is to amend by-laws 66 and 251, already amended, to enact provisions a) concerning "C" and "D" regulation, b) to establish a new class of zones for the construction and use of commercial buildings where the sale of alcoholic beverages may be permitted according to permits granted by the Quebec Liquor Board, c) to permit construction of twin houses in zones "A" and "B", subject to some conditions and restrictions, d) to permit fences erection along streets, in certain cases, e) and to deliver construction permits after the deposit of stakes and location certificates;

3- THAT those who are interested may examine more the said BY-LAW at the office of the undersigned;

4- THAT the said BY-LAW come into effect today, date of its publication.

Charlesbourg, May 5th 1965.
ADOLPHE ROY, Lawyer,
City Clerk.

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE CHARLESBOURG

C E R T I F I C A T

CZ-2

Nous, soussignés, Hector Verret et Adolphe Roy, respectivement Maire et Greffier de la Cité de Charlesbourg, certifions, par les présentes:

1e- QUE le règlement no 408, adopté par le Conseil de la Cité de Charlesbourg, le 12 avril 1965, et concernant la modification des règlements 66 et 251 et leur amendement, pour décréter certaines dispositions relatives a) à la création d'une nouvelle catégorie de zones exclusivement réservées aux établissements commerciaux licenciés, autres que les établissements épiciers-licenciés, b) à la réglementation des zones "C" et "D", c) à la permission de bâtir des maisons jumelées dans les zones "A" et "B", sauf exception et moyennant certaines conditions, d) à la permission de construire des clôtures en façade des rues, dans certains cas, et e) à l'émission de permis après production de certificats de piquetage et de localisation, a été soumis aux électeurs municipaux, à une assemblée publique tenue aux fins de leur permettre d'approuver le dit règlement ou de demander qu'il soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables le 3 mai 1965, conformément à l'article 426 de la Loi des Cités et Villes, tel qu'amendé par 8-9 El.11, chap.76;

2e- QU'à la dite assemblée publique, aucun électeur présent et habile à voter n'a demandé que le dit règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables;

3e- QUE le dit règlement est, par conséquent, réputé avoir été approuvé par les électeurs.

DONNE à Charlesbourg, ce 4ème jour du mois de mai mil neuf cent soixante-et-cinq.

Hector Verret, Maire.

Adolphe Roy, Greffier.

141

A T T E S T A T I O N

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
CITE DE CHARLESBOURG

AVIS NOS: 408-1-315, -2-316, -3-322

Je, soussigné, Adolphe Roy, Avocat, Greffier de la Cité de Charlesbourg, certifie, sous mon serment d'office, que j'ai publié les trois avis publics annexés au règlement no 408, en affichant:

- 1- Le premier avis, a) en français, dans le Journal "L'Action", le 14 avril 1965, et b) en anglais, dans le Quebec Chronicle Telegraph, le même jour;
- 2- Le deuxième avis, a) en français, dans le Journal "L'Action", le 28 avril 1965, et b) en anglais, dans le Quebec Chronicle Telegraph, le même jour;
- 3- Le troisième avis, a) en français, dans le Journal "L'Action", le 5 mai 1965, et b) en anglais, dans le Quebec Chronicle Telegraph, le même jour;

En foi de quoi, je donne ce certificat de 6ème jour du mois de mai mil neuf cent soixante-et-cing.

Adolphe Roy, Avocat,
Greffier de la Cité.

C E R T I F I C A T I O N

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
CITY OF CHARLESBOURG

NOTICE NOS: 408-1-315, -2-316, -3-322

I, undersigned, Adolphe Roy, Lawyer, Clerk of the City of Charlesbourg, certify, under my oath of office, that I have published the three public notices attached to by-law no 408, by posting:

- 1- The first notice, in French, in l'Action, on April 14th 1965, and in English, in the Quebec Chronicle Telegraph, on the same day;
- 2- The second notice, in French, in l'Action, on April 28th 1965, and in English, in the Quebec Chronicle Telegraph, on the same day;
- 3- The third notice, in French, in l'Action, on May 5th 1965, and in English, in the Quebec Chronicle Telegraph, on the same day;

In witness whereof, I give this certificate this 6th day of May one thousand nine hundred and sixty-five.

Adolphe Roy, Lawyer,
City Clerk.